

massivement les forces stratégiques. Certes, il ne faut pas faire abstraction des difficultés qui se posent aux négociateurs qui doivent distinguer les éléments prometteurs de ceux qui ne le sont pas. Néanmoins, on peut affirmer que les propositions déposées à Genève lors des récents pourparlers auraient constitué, voici quelques années, de véritables percées.

Du côté soviétique, plusieurs éléments nouveaux méritent d'être signalés. En premier lieu, l'URSS s'est dite disposée à négocier une réduction profonde des forces stratégiques, comme l'avait proposé le gouvernement Reagan en 1982. Elle s'est également montrée favorable à l'idée d'une limite numérique spécifique pour les missiles lourds comme le SS-18. Deuxièmement, elle en est venue, après force tergiversations, à proposer un accord sur les INF analogue à celui qu'avait prôné le président Reagan en 1982. Enfin, elle a réitéré à plusieurs reprises sa volonté d'accepter des mesures de vérification beaucoup plus "indiscrettes" que ce qui avait été envisagé dans les pourparlers antérieurs; on pourra éprouver la sincérité de cette nouvelle position pendant les négociations détaillées sur les procédures de vérification.

En revanche, la position des États-Unis est demeurée pour l'essentiel inchangée par rapport à ce qu'elle était plus tôt sous M. Reagan. En définitive, les États-Unis se sont cantonnés dans une attitude passive durant la période visée; leurs réponses aux offres soviétiques étaient toujours prudentes et parfois, comme dans le cas des propositions sur les INF, les tournants de la position soviétique ont semblé les prendre au dépourvu. Par rapport à 1982, la position américaine comporte un nouvel élément, à savoir l'Initiative de défense stratégique : les États-Unis sont résolus à poursuivre le programme de l'IDS et paraissent disposés à abandonner certains principes auxquels ils accordaient précédemment une grande priorité (comme la réduction massive des forces offensives), dans la mesure où ces principes risquent de brider le programme en question.

Certains indices permettent de supposer qu'un accord opérationnel sur l'IDS reste toujours possible dans la mesure où les deux camps se réserveraient le droit de mener des recherches très poussées sans que le traité ABM soit violé. Ces indices, tout comme l'abandon des limites prescrites par le traité SALT II, laissent présager plusieurs scénarios quant à l'avenir des accords sur la limitation des armements. Tout d'abord, les propositions concernant la réduction massive des forces stratégiques offensives sont réalistes : c'est ce qu'ont révélé les négociations jusqu'à ce jour. Mis à part le lien établi entre les armes balistiques et les recherches propres à l'IDS, les positions respectives à

propos de plafonds plus bas sont assez proches les unes des autres pour qu'on puisse en arriver à un accord négocié, moyennant un léger effort supplémentaire.

Il est peut-être ironique de constater que le deuxième scénario évoqué à la table des négociations éclipse, par son ampleur, l'importance de tout accord que l'on pourrait conclure sur une réduction sensible mais limitée des armements. Comme l'ont montré les efforts convulsifs faits à Reykjavik, l'élimination totale des armes nucléaires continue d'avoir beaucoup d'importance dans les pourparlers entre les superpuissances. Il est sans doute encore trop tôt pour savoir dans quelle mesure les deux dirigeants tiennent à cet objectif, mais il convient de signaler qu'il a très peu de rapport avec les négociations détaillées se déroulant à Genève. Bref, pour éliminer tous les missiles balistiques en dix ans ou toutes les armes nucléaires d'ici la fin du siècle, il faudrait une préparation bien différente de celle que suppose la réalisation de réductions limitées ou la conclusion d'un accord sur les INF. À Genève, les négociations ont principalement porté sur ces deux derniers aspects, et non sur le premier.

Enfin, l'abandon des limites SALT et le débat sur la vérification font songer à un troisième scénario possible, à savoir qu'aucun accord important ne viendra remplacer le traité SALT II et que ce sera par des décisions unilatérales et des ententes tacites que l'on façonnera les arsenaux nucléaires dans l'avenir. Il y a encore tout lieu d'espérer la conclusion d'un accord sur les INF, mais M. Gorbatchev a déclaré, ne l'oublions pas, que tout accord à cet égard devrait s'accompagner d'une déclaration de principes sur le désarmement et l'IDS. Sur ces deux plans, Moscou et Washington sont encore très loin d'être sur la même longueur d'onde.

M. David Cox est Directeur de la recherche à l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales (ICPSI) et professeur au département des sciences politiques, à l'Université Queen's.

Les opinions exprimées dans le présent document sont celles de l'auteur et elles n'engagent en rien l'Institut ni le Conseil.

Publication de l'Institut canadien pour la paix et la sécurité internationales. Pour obtenir des exemplaires supplémentaires ou d'autres documents, prière d'écrire à l'Institut, au 307, rue Gilmour, Ottawa, K2P 0P7.

*Also available in English.*

ISBN 0-662-94323-6

